

Brochure n° 3042

Conventions collectives nationales

ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques
et de génie climatique**
(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements thermiques et de climatisation**
(Cadres, ingénieurs et assimilés)

ACCORD DU 30 JUIN 2016

RELATIF AUX PRIMES ET AUX INDEMNITÉS CONVENTIONNELLES

AU 1^{ER} JUILLET 2016

NOR : ASET1650883M

IDCC : 998

Entre :

FEDENE

D'une part, et

FNCB CFDT

SNCH CFE-CGC

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique.

Article 1^{er}

Le montant des primes et indemnités est fixé comme ci-après à compter du 1^{er} juillet 2016.

(En euros.)

PRIMES ET INDEMNITÉS	MONTANT
Prime de quart (poste complet de jour) – sous-article 25.6	3,82
Indemnité de panier (taux plein) – sous-article 25.2	6,33
Indemnité forfaitaire (SIU incinération, UB/24 heures) – article 43 VI b	22,11

PRIMES ET INDEMNITÉS	MONTANT
Indemnité forfaitaire (SIU hors incinération, UB/heure) – article 43 VI <i>b</i>	1,18
Indemnité de douche – sous-article 25.3.1	2,31
Indemnité journalière pour travaux salissants – sous-article 25.3.2	3,77
Prime d'incommodité – sous-article 25.4	3,77
Indemnité journalière d'éloignement – article 29	12,06

Article 2

Les entreprises ne pourront déroger au présent accord sauf pour des dispositions plus favorables au profit des salariés.

Article 3

Les dispositions du présent accord prennent effet le 1^{er} juillet 2016.

Article 4

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministère chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-6 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 30 juin 2016.

(Suivent les signatures.)